



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ORNE

SG/SCI/Pôle Environnement
NOR 1122-17-20-048

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

AGRIAL

Commune de SAINT-SYMPHORIEN-DES-BRUYÈRES (Orne)

**Le Préfet de l'Orne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du mérite,**

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses parties législative et réglementaire du Livre 1^{er} ;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret de Monsieur le Président de la République du 4 décembre 2014 portant nomination de la préfète de l'Orne, Madame Isabelle DAVID ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 28/12/2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 « Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable » ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 18/12/2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160-2 : " Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables " ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 1122-00-20167 du 17 avril 2000 autorisant la société ORCAL à exploiter des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1303-10-0063 du 14 décembre 2010 autorisant la société AGRIAL à poursuivre l'exploitation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 1123-2016-00023 du 1^{er} janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VENANT, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;
- Vu** les courriers de la société AGRIAL, respectivement datés du 26/09/2013, 22/11/2013, 20/05/2016 et 05/04/2017, et transmis par l'exploitant ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées, en date du 20/04/2017 ;
- Considérant** les évolutions réglementaires, et notamment la modification du libellé de la rubrique n° 2160 introduite par le décret 2012-1304 du 26/11/2012 ;
- Considérant** les installations de stockage de céréales existantes et connues de l'inspection à la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;
- Considérant** les capacités de stockages des deux silos existants, plat et vertical ;
- Considérant** qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions prévues aux articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, pour actualiser le classement de l'établissement.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Orne,

ARRETE

Article 1^{er} : Destinataire

La société AGRIAL, dont le siège est sis 4 rue des Roquemonts, sur le territoire de la commune de Caen (14 050), est tenue de respecter les dispositions suivantes du présent arrêté, pour son site, sis Le Haut du Godet 61 300 SAINT-SYMPHORIEN-DES-BRUYERES.

Article 2 : Installations autorisées

Les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2000 sont abrogées et substituées par les dispositions suivantes :

« L'autorisation d'exploiter vise les installations classées répertoriées dans l'établissement et reprises dans le tableau suivant :

N° rubrique	Régime (A, E ou DC)*	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Autres textes applicables
2160-1	DC	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats : b) si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m3, mais inférieur ou égal à 15 000 m3	- 1 silo plat de 13 333 m³	AM du 28/12/07
2160-2	DC	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : b) si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m3, mais inférieur ou égal à 15 000 m3	- 1 silo vertical de 13 503 m³	AM du 18/12/00

*A : autorisation

E : enregistrement

DC : déclaration soumise à contrôle périodique

Les installations qui ne sont pas répertoriées dans le tableau sont considérées comme des installations connexes et sont réglementées par le présent arrêté préfectoral.

Les dispositions des arrêtés ministériels respectivement en date du 18/12/2000 et 28/12/2007 s'appliquent, à compter de la notification du présent arrêté, pour les rubriques 2160-2 et 2160-1 ».

Article 3 : Abrogation

Les dispositions des articles 2.2, et 12 à 43 inclus de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2000 et les dispositions des articles 2 à 13 inclus de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2010 sont abrogées.

Article 4 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour les propriétaires, à compter de la date du jour où la présente décision leur a été notifiée et pour les tiers à compter du jour de sa parution.

Article 5 : Notification

Le présent arrêté est notifié à Monsieur le président de la Communauté de communes (CDC) du Pays de l'Aigle, à Monsieur le maire de la commune de Saint-Symphorien-des-Bruyères, à chacun des propriétaires, des titulaires de droits réels ou à leurs ayants droits des parcelles concernées et à la société AGRIAL.

Article 6 : Affichage

En vue de l'information d'un tiers, un extrait du présent arrêté, énumérant les motifs qui ont fondé la décision, ainsi que les prescriptions, et faisant connaître que la copie du dit arrêté est déposée à la mairie de Saint-Symphorien-des-Bruyères et au local de la Communauté de communes (CDC) du Pays de l'Aigle, et peut y être consultée pendant une durée minimum d'un mois.

Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage. Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, à l'entrée du site par les soins de l'exploitant.

Un avis est inséré, par les soins de la préfecture, dans deux journaux diffusés dans le département aux frais du pétitionnaire.

Article 7 : Exécution et ampliation

M. le Secrétaire général de la préfecture de l'Orne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au pétitionnaire et dont copie est adressée à :

- la société AGRIAL,
- M. le Maire de la commune de Saint-Symphorien-des-Bruyères,
- M. le Président de la Communauté de communes du Pays de l'Aigle,
- M. le Directeur départemental des territoires,
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Alençon, le

15 JUIN 2017

Pour le Préfet,
Le Sous-préfet,
Secrétaire général,


Patrick VENANT

